

# 7 Jours Filpac Cgt

Directeur de publication : Marc Peyrade - Rédaction : Jean Gersin - n° 7

**Air France, ArjoWiggins, AFP... Solidarité avec le personnel !**

## **La violence des licenciements et du chômage doit cesser sans délai !**

Les médias, propriétés du patronat, ne risquent pas de nous aider à évaluer ce qui vient de se passer à Air France. À l'unisson, le gouvernement, la droite et le Front national soutiennent le patronat. Premières réflexions pour l'action.

**1.** Ce 4<sup>e</sup> plan de suppressions d'emplois en 4 ans à Air France représente la seule réponse du patronat : tailler dans l'effectif - 10 000 à Air France depuis 2012 -, priver les femmes et les hommes de leur seule ressource pour vivre, le travail. Et engranger les dividendes de l'économie réalisée sur le travail humain. Que l'entreprise aille bien, comme à Smart, qu'elle batte de l'aile, le patronat use et abuse du chômage. Chaque jour, toutes les entreprises de toutes les tailles connaissent les licenciements.

Un jour, et c'était le 5 octobre et ce sera demain, ce droit patronal absolu entraîne une exaspération absolue.

**2.** Ceux qui ont mis le feu au Code du Travail et au droit social sont responsables. Macron jouit de son succès, avoir en une loi éradiquer le fondement du droit social français, en l'occurrence la nécessité de corriger l'inégalité entre employeur et employé. Le même a multiplié, en connivence avec Valls et le patron d'Air France, de Juniac, les déclarations pour transformer la négociation en reddition des salariés.

Quand un gouvernement, au nom d'une politique qu'il co-organise dans l'Union européenne, use du pouvoir comme d'un outil au service du seul patronat sans rien faire contre le chômage et les licenciements, il sème la violence sociale. Il récolte la colère.

**3.** Le dialogue social se réduit à une connivence Gouvernement-Medef-CFDT, et s'organise de façon à rédiger des lois dirigées pour évacuer les problèmes sociaux au profit de la compétitivité et des intérêts des actionnaires. Les ANI, les lois Macron et Rebsamen, l'avalanche de « rapports » (Combrexelle, Mettling) ciblent la même population, les travailleurs, rendus responsables de la crise du fait de leurs conditions de vie jugées trop coûteuses. À Air France comme à ArjoWiggins, les accords de licenciement, de fermetures, de casse de l'outil de travail, sont concoctés selon le mode de cette connivence. Les travailleurs, désarmés par la loi, devraient baisser la tête ?

Quand négociation est synonyme de reddition des salariés, exigée en toute circonstance, alors il se trouve des travailleurs qui recouvrent le pouvoir de dire NON.

**4.** Les licenciements d'Air France et les événements du 5 octobre marquent-ils un tournant dans le climat social ? Trop tôt pour l'affirmer, mais l'exaspération sociale, contrairement aux commentateurs complaisants répandus dans les médias, ne s'exprime pas par le vote pour les fascistes du Front national. Quand la loi n'est pas la justice, quand le droit patronal devient à ce point unilatéral que chaque travailleur a peur d'en être victime, quand la souffrance au travail devient à ce point pesante qu'elle génère le désir de fuir cet enfer, alors...

**Le syndicalisme doit jouer son rôle de solidarité, ériger cette valeur fondamentale en principe, et se ranger résolument aux côtés du personnel, de toute façon et à tout coup ciblé comme quantité négligeable. Air France devient ce jour une ligne de partage des eaux. La Filpac Cgt exprime sa solidarité aux salariés victimes désignées des plans perpétuels de licenciement. À Air France, ArjoWiggins, à l'AFP comme ailleurs.**

**La violence des licenciements et du chômage doit cesser. Agissons ensemble pour l'imposer.**